

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des Régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code Pénal et notamment son article R610-5,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

Vu l'article L511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

Vu la demande de la SBTPC du quatorze mai deux mille dix-neuf,

Vu l'arrêté N° 882/PA/DAJ/MJC/2017 du trente novembre deux mille dix-sept,

Vu l'avis N° 278 / 2019 du vingt mai deux mille dix-neuf de la police municipale,

**Considérant que** pour éviter tout accident lors des travaux de raccordement au réseau des eaux pluviales sur l'Avenue de Toulouse, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement,

**ARRETE**

**Art. 1 :** - La circulation et le stationnement sont interdits sur l'Avenue de Toulouse (sauf riverains) au droit du chantier

**Art. 2 :** - Une déviation est mise en place par la rue Lambert

**Art. 3 :** - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi vingt sept mai deux mille dix-neuf au mercredi vingt-six juin deux mille dix-neuf de dix-neuf heures à cinq heures (**Travaux de Nuit**)

**Art. 4 :** - La signalisation règlementaire est mise en place par la SBTPC

**Art. 5 :** - La réfection du domaine public routier est effectuée par la SBTPC après les travaux

**Art. 6 :** - Le présent arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site Internet de la commune de Saint-Louis

**Art. 7 :** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal

**Art. 8 :** - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie.

**Art. 9 :** - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à la DEER, à la SBTPC

Fait à Saint-Louis, le

23 MAI 2019

**LE MAIRE**

**M. Patrick MALET**

Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- Semittel
- Transport MOOLAND
- C.I.V.I.S
- M. Pierre LEBRETON
- Secrétariat des Élus
- Régie route
- La SBTPC
- Recueil des actes administratifs

**LE MAIRE**

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
  - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
  - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative